

Fermons l'Otan !

Appel pour participer à l'action non violente contre l'Otan, le 4 avril 2009

Les 3 & 4 avril, les chefs d'État et de gouvernement membres de l'Otan vont se rencontrer à Baden-Baden et Strasbourg, pour célébrer le 60^e anniversaire de cette alliance. Nous pensons : soixante ans d'Otan, il n'y a pas de quoi faire la fête, mais une raison pour résister !



Depuis sa fondation en 1949, l'Otan prétend défendre le « libre » Occident contre l'agressivité supposée du communisme. Si cela avait été sa réelle raison d'existence, l'Otan aurait du être dissout en même temps que le Pacte de Varsovie en 1991. Mais ce n'est pas arrivé. Déjà, durant la guerre froide l'Otan contribua significativement à la course aux armements entre l'Est et l'Ouest, et participa avec son opération secrète « Gladio » tant à la répression contre les mouvements de gauche dans les pays occidentaux qu'aux coups d'États militaires en Grèce (1967) et en Turquie (1980). Après 1990, l'Otan se transforme rapidement d'une alliance autoproclamée de défense en une force d'intervention militaire pour développer les intérêts occidentaux.

Aujourd'hui, l'Otan se maintient pour :

- des interventions militaires partout dans le monde, en ce moment par exemple au Kosovo et en Afghanistan, avec une opération en mer Méditerranée et une mission d'entraînement en Irak (pour former policiers et militaires locaux). Les trois dernières interventions militaires de l'Otan participent activement à la prétendue « guerre contre le terrorisme », ce qui signifie au final le renforcement des intérêts occidentaux et de l'hégémonie sur les ressources ;
- le stationnement illégal d'armes nucléaires dans des pays européens avec la persistance de l'option illégale et inhumaine des premières frappes ;
- le désengagement par rapport à la loi internationale, par exemple à travers les bombardements de la Yougoslavie (1999) en violation du droit international, et plus généralement avec l'option de partir en guerre sans mandat de l'Onu (l'Otan s'en donne elle-même l'autorisation) ;
- la violence structurelle : les dépenses d'armement de tous les membres de l'Otan représentent plus de 70 % du total mondial des budgets militaires. Cet argent n'est pas disponible pour résoudre les problèmes sociaux ou environnementaux qui se posent partout sur la planète.

Bref, pour nous l'Otan sert au maintien du statu quo mondial, à la protection militaire et au renforcement des intérêts occidentaux, à l'hégémonie sur les ressources économiques et par conséquent à l'exploitation des pays du Sud. De fait, l'Otan devient le bras armé du G7 (c'est-à-dire le G8 moins la Russie) particulièrement pendant l'actuelle crise financière et économique, où ce rôle répressif peut rapidement croître en importance.

Le sommet 2009 de l'Otan : accords pour faire des guerres et pour violer le droit international

Au sommet de l'Otan, les chefs d'état et de gouvernement des pays membres vont discuter de la continuation et du développement de ces politiques, en prenant des décisions correspondantes. Ceci constitue en fait un accord pour violer le droit international et pour mettre à exécution des guerres d'agression. Nous y réagissons par notre résistance non violente.

L'action : Fermons l'Otan !

Action non violente contre le sommet de l'Otan

Le 4 avril, de nombreux groupes vont exprimer dans l'ordre leur protestation contre l'Otan. Ils vont tenter de

faire obstruction au sommet de Strasbourg. Nous nous considérons comme faisant partie du mouvement de protestation international 'Non à la guerre - Non à l'OTAN' et participerons à cette manifestation avec notre propre action non violente.

Nous voulons montrer que l'Otan marche sur des cadavres, et que nous nous opposons à cette politique. Avec notre action, nous voulons rappeler les victimes passées et futures des guerres de l'Otan et des armements militaires, et exprimer de façon très claire quels intérêts sont poursuivis par les stratégies de cette alliance. L'action sera provocatrice, mais strictement non violente, même si nos opposants essaient de nous chasser hors de la rue par la force. En cas d'accusations devant les tribunaux, nous mettrons en avant notre point de vue légaliste, et enrichirons ainsi le débat public.

Il résulte de ce parti pris respectueux de la loi, que la désobéissance civile dans la plupart des cas ne peut pas être seulement justifiée moralement/éthiquement, mais aussi légalement.

Les soussignés appellent chacun à participer aux actions non violentes à Baden-Baden et Strasbourg.

Signatures :

Werkstatt für Gewaltfreie Aktion/Baden, Friedenskreis Halle, Deutsche Friedensgesellschaft – Vereinigte Kriegsdienstgegner/innen, Bund für Soziale Verteidigung, War Resisters' International, Vredesactie - Bombspotting, Union pacifiste de France, OFOG, Alternativa antimilitarista - MOC

Informations relatives à l'organisation de l'action

Très important : nous demandons à chaque participantE d'arriver tôt, le 1^{er} Avril 2009. Il y aura un camp de base, où sera offert un entraînement à la non violence, de sorte que nous puissions nous préparer nous-mêmes à l'action. Ce serait mieux si vous pouvez former des groupes d'affinité à l'avance, et au moins participer à un entraînement. Toutes les informations utiles pour la préparation de l'action seront disponibles dans les semaines prochaines sur les pages de notre site Internet <http://wri-irg.org>

Il est aussi important d'être conscient qu'en France la loi et la jurisprudence en matière de désobéissance civile peuvent être différentes de celles de votre propre pays (Plus d'infos prochainement sur <http://wri-irg.org>). Informez-vous par vous-même, et venez à Strasbourg !

Contact :

Andreas Speck, War Resisters' International, Tél. : +44-20-7278 4040, Courriel : andreas@wri-irg.org,
Web : <http://wri-irg.org>.

Point de droit :

La loi française diffère de celle des autres pays. Nous sommes en train de mener des investigations sur les conséquences légales potentielles d'une action de désobéissance civile. Ce qui est clair aujourd'hui c'est qu'un blocage constitue un rassemblement non autorisé, et peut être dispersé par la police.

